

Retour sur la COP26 (p. 5)

COMMUNISTES

Le 21 novembre à Paris
Pour le pouvoir d'achat
et l'emploi (p. 3)



Vidéo

L'objectif est de conquérir tous ceux qui ne vont plus voter

Choisir

Écologie ou capitalisme, il faut choisir. Cette question vient suffisamment fort dans le débat public pour que le patron des patrons, Geoffroy Roux de Bézieux, prenne la plume, ce week-end, dans *le JDD*. Il admet « la culpabilité passée du capitalisme » dans la casse environnementale, mais promet la venue d'un « nouveau capitalisme » qui lavera plus blanc en somme. Le problème, c'est que l'opinion ne le suit pas : il reconnaît lui-même que 81 % des Français (dans un sondage pourtant commandé par le MEDEF) attendent que le système change. « Le capitalisme n'en demeure pas moins incontournable », plaide-t-il, mais le propos ressemble à un vœu pieu. ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2021 (cliquez)

Je verse: €

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

EN MARCHÉ ?

(LE CAPITALISME CONDUISANT LE POLITIQUE)



ATTENTION, SOUS RÉSERVE DES ANNONCES GOUVERNEMENTALES

10 novembre : « Rencontre des jours heureux », déplacement de Fabien Roussel sur le thème de la jeunesse à Poitiers (86)

12 novembre, à partir de 19 h : Le Comité des jours heureux de Fontenay-sous-Bois organise un débat sur le travail, l'emploi et les salaires avec Evelyne Ternant. Maison du citoyen et de la vie associative, salle 101, Fontenay-sous-Bois (94)

13 novembre, à partir de 10 h : Fête populaire de la section PCF d'Hellemmes. Animations gratuites pour les enfants, débats sur « Travail et exploitation » à 11 h, « Quelle police voulons-nous ? » à 13 h 30 et « Réindustrialiser l'Europe » à 15 h. Discours de Fabien Roussel à 17 h, puis dédicace de son livre. Espace des Acacias, rue Roger-Salengro, Hellemmes (59)

13 novembre, à partir de 17 h : Fête de l'Humanité et des libertés, organisée par les communistes du Bassin cannois. Buvette, exposition et rencontre-débat sur le thème de la santé puis repas convivial (12 €) et soirée musicale festive. École primaire Jules-Ferry, Le Cannet (06)

14 novembre, à partir de 11 h 30 : Banquet de soutien au journal *l'Humanité*. Repas (participation de 20 €) et débat « Les médias, la place de *l'Humanité*, l'extrême droitisation des médias ». Réservations par SMS au 06 78 25 72 06 ou par mail sur coubron.pcf@gmail.com. Salle de spectacle Jean-Corlin, Coubron (93)

Du 16 au 19 novembre : Représentations de la pièce « Chemin de Fer », à 20 h du mardi au jeudi, à 18 h 30 le vendredi. Tarif normal 12 €, tarif réduit 7 €. Salle Jacques-Fornier au théâtre Dijon Bourgogne, Dijon (21)

19 novembre à partir de 18 h : Projection du film de René Vautier « Châteaubriant, mémoire vivante », dans le cadre de l'Huma Café, au Lieu Unique, Nantes (44)

20 novembre, à partir de 14 h : Marche contre les violences sexistes et sexuelles, place de la République, Paris

20 & 21 novembre : Fête de l'Humanité Normandie, avec des concerts, des débats et des rencontres. 20€ les 2 jours. Parc des Expositions de Rouen (76)

21 novembre : Grande journée d'initiative nationale pour l'emploi, Place Stalingrad, Paris (75019)

22 novembre, à partir de 9 h : Journée d'étude « Comment lutter contre l'extrême-droite ? », avec Cédric Bottero du collectif CGT contre les idées d'extrême-droite et le racisme. Inscriptions auprès de l'UD. Maison des syndicats d'Évry (91)

23 novembre, à partir de 18 h 30 : Conférence de l'Université populaire de l'Aube : « L'hôpital public à l'épreuve des crises » avec le docteur Michel Limousin, à l'auditorium de Saint-Julien-les-Villas (10)

24 novembre, à partir de 18 h : Conférence-débat sur la protection sociale organisée par la section PCF de la Dracénie et le Comité des jours heureux, en présence de Pierre Caillaud-Croizat et d'un membre de la commission Santé du PCF. Salle de conférence de la Maison des sports et de la jeunesse, Draguignan (83)

26 novembre, à partir de 19 h : Paella de la fraternité et tombola, inscription auprès de Jean-Luc Rivière au 0610899197. Centre de loisirs de Montataire (60)

27 & 28 novembre : Fête de l'Humanité Bretagne. 17 € les 2 jours, 12 € la journée, au Parc des Expositions de Lorient Agglomération (56)

Du 29 novembre au 31 janvier 2022 : Exposition « Livres comme l'art », 100 ans d'histoire entre les artistes et le PCF. Du mercredi au samedi, de 14 h à 18 h, à l'Espace Niemeyer, 2 place du Colonel-Fabien, Paris (75019)

3 décembre : « Rencontre des jours heureux », déplacement de Fabien Roussel sur le thème de l'éducation et de la formation à Vénissieux (69)

3 décembre, à partir de 18 h 30 : Réunion publique pour les 100 ans du Parti et pour soutenir la campagne présidentielle organisée par la cellule de Pignan. Débat suivi d'un repas (participation de 10 €), réservations au 0670521932 ou par mail pcf.pignan@orange.fr Salle Genieys, au parc du château de Pignan (34)

29 janvier : Fête de l'Humanité Manche, plus d'informations à venir. Cherbourg (50)

Jusqu'au 31 janvier 2022 : Exposition Mémoires commune(s), Musée de l'Histoire Vivante, 31 boulevard Théophile-Sueur, Montreuil (93). Infos sur <http://www.museehistoirevivante.fr>

Jusqu'au 19 septembre 2022 : Exposition Josep Bartoli, les couleurs de l'exil, sélection de plus de 150 œuvres. Mémorial du camp de Rivesaltes (66)

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE

RASSEMBLEMENTS contre les hausses de prix, devant les préfectures et sous-préfectures

EXPOSITIONS sur le centenaire du PCF, Nice (06), du 5 au 10 novembre ; « 1920-2020, cent ans d'avenir, les combats des communistes nivernais », Garchizy (58), à partir du 8 novembre

Pour faire connaître vos initiatives, faites le savoir par mail à Léna Mons <lmons@pcf.fr>

21 novembre à Paris

Initiative sur l'emploi, les fédérations au rendez-vous !

Un moment-clé de la campagne

L'enjeu de l'emploi, et par-dessus tout un emploi décent qui permet de vivre dignement, est central dans notre campagne présidentielle, à un moment où nous aspirons à sortir enfin de la crise sanitaire, économique et sociale que nous vivons depuis plus d'un an et demi. Cette grande initiative sera donc un moment charnière de la campagne que mène Fabien Roussel et elle nous permettra de donner un nouvel élan à la mobilisation des camarades.

C'est d'ailleurs pour cela que nous avons souhaité mener la bataille de l'emploi en impliquant d'abord les fédérations et les sections à travers la semaine de mobilisation pour l'emploi qui a eu lieu du 9 au 16 octobre. Les camarades se sont pleinement emparés de cette semaine (voir *Communiste5* n° 877) et sont allés au contact des travailleur·ses sur leur territoire pour porter nos propositions. Toutes les initiatives prises lors de cette semaine seront autant de points d'appui pour organiser la grande initiative du 21 novembre et pour nourrir notre programme.



Le rendez-vous sur une seule journée n'est pas évident pour certaines fédérations, toutes sont conscientes de la nécessité de se retrouver entre camarades sur cette journée de mobilisation et de donner un bel élan à notre campagne présidentielle. Elles sont donc en train de s'organiser pour faire venir le plus de camarades possible, notamment en s'entraidant pour remplir des bus ou en organisant des covoiturages au niveau départemental.

Cette journée n'est pas réservée aux seul·e·s militant·e·s communistes. Nous souhaitons également y faire participer les syndicalistes qui se battent pour la préservation de leurs emplois et de leurs entreprises et que les camarades ont rencontrés lors de la semaine pour l'emploi.

La place de Stalingrad étant un carrefour dans la ville de Paris, nous espérons également pouvoir toucher un grand nombre de personnes extérieures au Parti, mais qui pourraient être intéressées par les propositions que nous défendons. Ce rendez-vous pourrait donc également être le démarrage de notre campagne de renforcement, puisque nous nous sommes fixé comme objectif 10 000 adhésions supplémentaires au cours de la campagne. ✨

Léna Mons

S'ABONNER À LA NEWSLETTER

Des millions de votants s'apprêtent à se rendre aux urnes le 10 avril prochain. Pourtant, seule une poignée est abonnée aux réseaux sociaux et à la newsletter de campagne de Fabien Roussel.

Ne privons pas cet électorat des idées de Fabien Roussel pour le pouvoir d'achat, l'écologie, la jeunesse, etc.

Chaque vendredi depuis juin 2021, les destinataires de la newsletter de campagne reçoivent un extrait de passage média, une information importante passée, une à venir, l'agenda du candidat, et un challenge numérique et/ou de terrain.

Cette newsletter a un fort taux d'ouverture et d'engagement grâce à un condensé d'informations, une lecture rapide et un ton léger.

Près de 8 000 personnes sont déjà inscrites, mais cela reste encore trop peu.

Si chaque camarade s'abonne et fait abonner 5 personnes, nous pourrions déjà être plus de 240 000 d'ici une semaine.

Pour ce faire, inscris-toi et partage le lien suivant en précisant bien de cocher la case pour recevoir la newsletter :

<https://www.fabienroussel2022/newsletter>

Ils ont les milliards, soyons des millions à relever le défi des Jours heureux !

Rachel Ramadour
pour l'équipe de campagne



Contrat d'engagement : Quel manque d'ambition pour la jeunesse !

C'est sur Facebook qu'Emmanuel Macron a décidé d'annoncer la mise en place de sa nouvelle mesure phare pour les jeunes : le contrat d'engagement. Initialement prévu pour un million de jeunes, ce dispositif ne concerne finalement que 500 à 600 000 jeunes, avec une aide pouvant aller jusqu'à 500 € par mois, mais qui ne sera pas automatique. En échange de cette somme, les jeunes devront démontrer leur capacité à s'intégrer sur le marché de l'emploi. Ce sera donc une aide précaire revue au rabais. Autoproclamé "président des jeunes", Emmanuel Macron est finalement bien éloigné des aspirations de la jeunesse.

La création d'un nouveau sas de précarité pour les jeunes

Stage, service civique, garantie jeune, contrat première embauche, travaux d'utilité collective (TUC) et maintenant contrat d'engagement. Les dispositifs proposés se suivent et se ressemblent. Ce gouvernement reste dans la lignée de ses prédécesseurs en proposant encore aux jeunes d'être une sous-catégorie de travailleurs. Or, ce n'est pas d'un énième contrat précaire dont nous avons besoin, mais d'un emploi stable et correctement rémunéré. Nous avons actuellement près d'un jeune sur cinq au chômage, un million et demi de jeunes sans emploi ni formation. Si les jeunes sont au chômage, ce n'est pas à cause d'une "mauvaise adaptation au marché de l'emploi", c'est bien par un manque d'ambition politique.

Aujourd'hui les jeunes sont davantage confrontés à la précarité de l'emploi : plus souvent en CDD, intérim, stages et périodes de chômage. Ce n'est pas d'un nouveau contrat précaire dont les jeunes ont besoin mais bien d'un parcours sécurisé et d'un emploi correctement rémunéré. Et ce ne sont pas les besoins qui manquent ! D'un côté nous avons des besoins immenses d'emplois dans les services publics, notamment la santé et l'éducation, de l'autre nous avons des centaines de milliers de jeunes sans emploi ni formation. Recrutons-les, formons-les plutôt que de les enfermer dans un nouveau sas de précarité.

Les revendications des communistes

L'enfermement de la jeunesse dans des sas de précarité vient détruire

tout le potentiel transformateur de la jeunesse. Aux promesses gouvernementales de précarité et de chômage, nous opposons la sécurisation des parcours des jeunes.

Le MJCF et le PCF proposent la création de pré-recrutements dans les services publics en commençant par la santé et l'éducation. Ces pré-recrutements permettraient à des jeunes d'être recrutés dès la sortie du baccalauréat, rémunérés pendant leur formation au niveau d'un fonctionnaire-stagiaire, et en contrepartie ils devraient 10 années de service à l'État. Cette mesure permettrait à la fois de répondre aux demandes croissantes de personnels formés dans le service public et de sortir de la précarité des centaines de milliers de jeunes. C'est le seul moyen de planifier les besoins personnels. Ce ne sont pas les besoins qui manquent, seulement une volonté politique.

Nous demandons également la conditionnalité des aides publiques à l'embauche et la formation professionnelle de jeunes. Des milliards d'euros sont aujourd'hui donnés aux entreprises privées sans aucune condition (ou trop peu). Ces aides doivent être mieux orientées et permettre la création d'emplois stables permettant de vivre dignement. Dans la même veine, nous proposons de nationaliser les banques afin de conditionner les obtentions de prêts aux entreprises sur ces mêmes critères. Enfin, pour sortir les jeunes de la précarité et sécuriser leur parcours, nous devons leur permettre de suivre leur formation dans de bonnes conditions, sans aucune barrière. Nous proposons en premier lieu : la fin de la sélection à l'université, le diplôme requis doit être le seul critère de sélection. Pour mettre fin à la précarité étudiante et au salariat étudiant qui sont les deux premières causes d'échecs à l'université, nous proposons la création d'un revenu étudiant, fixé au-dessus du seuil de pauvreté pour tous les étudiants.

Avoir la jeunesse la mieux formée, c'est voir dans les nouvelles générations non pas un problème à régler le plus rapidement possible, le temps que jeunesse se passe, mais au contraire voir en eux la solution pour répondre aux défis que nous avons devant nous. ✪

Léon Deffontaines
secrétaire général du MJCF



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse:..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Retour sur la COP26 avec la délégation du PCF

La COP26 qui a lieu à Glasgow est centrale pour le respect des accords de Paris et pour tenir l'objectif de neutralité carbone au niveau mondial pour la seconde moitié du siècle. Avant la COP, les engagements étaient nettement insuffisants. Une baisse des émissions de 7 % au lieu des 30 à 50 % d'ici à 2030 est pourtant nécessaire pour contenir le réchauffement de 1,5 à 2 degrés pour continuer à vivre dans des conditions tolérables. Durant cette COP, plusieurs engagements émanant d'une centaine de pays, comme les objectifs de neutralité carbone venant d'Inde et de Chine, nous permettent d'espérer atteindre jusqu'à 30 % de baisse d'émissions. Cela reste nettement insuffisant pour l'objectif 1,5 degré, mais c'est une avancée. Preuve que grâce à la pression des peuples, les COP peuvent servir et pousser les États à honorer leurs engagements. Les manifestations un peu partout dans le monde, comme la mobilisation de l'opinion publique, jouent aussi un rôle central pour construire le rapport de force au niveau mondial.

Bien sûr ce ne sont que des engagements, et il faudra veiller à ce qu'ils soient tenus année après année durant la décennie jusqu'en 2030. Par exemple, les 100 milliards par an d'aide promis par les pays riches en 2009 pour aider les pays pauvres à lutter contre le dérèglement climatique tardent à se concrétiser. C'est une bataille immédiate qu'il faut mener, et porter progressivement à près de 1 000 milliards à partir de 2030. C'est possible en réorientant des financements consacrés au militaire par exemple (près de 2 000 milliards de dollars par an dans le monde), en particulier en mettant fin aux armes atomiques. Ce sujet est pourtant encore tabou dans les discussions des COP. La lutte contre l'évasion fiscale comme moyen de financer les enjeux climatiques n'y est pas non plus abordée. Il faudrait aussi redéfinir le rôle des grandes banques centrales, comme la BCE, qui doivent utiliser la création monétaire pour des investissements bas carbone. Pour contribuer à cette pression populaire et faire monter ces batailles



La délégation à la COP 26 : Amar Bellal, Charlotte Balavoine, Charlotte Blandiot-Faride, Alain Pagano

politiques, le PCF a envoyé une délégation pour participer à la belle manifestation sur le climat de Glasgow, mais aussi pour rencontrer des forces politiques, associatives et syndicales progressistes internationales. Ainsi, la délégation a porté le point de vue du PCF en intervenant lors des débats organisés par le PGE sur le financement des mesures climatiques ou du rôle de la démocratie sur les politiques énergétiques, s'est enrichie du bouillonnement d'idées lors des ateliers du sommet mondial pour le climat qui débattent d'alternatives au capitalisme vert. La bataille, mondiale, est aussi européenne. En effet, nous ne pourrions relever le défi climatique qu'en sortant du dogme de la concurrence libre et non faussée. Que ce soit le marché carbone qui donne un droit de polluer aux multinationales ou le marché de l'énergie, les politiques européennes sont inefficaces écologiquement et dramatiques socialement. Ce n'est qu'en rompant avec les traités européens et en nous engageant

dans une Europe de la coopération entre des pays et des peuples libres, souverains et associés que nous pourrions atteindre nos objectifs. « Ce n'est pas le climat qu'il faut changer, mais le système » était d'ailleurs le mot d'ordre de notre délégation à cette COP26.

Ainsi, nos échanges avec les syndicalistes de la Fédération Internationale des transports (ITF) ont souligné la convergence de luttes et de propositions pour un développement de l'usage du train et donc un investissement massif dans des transports publics et écologiques (transports urbains, fret ou transport passager). C'est une proposition forte pour réduire nos émissions de CO2 et garantir l'accès aux transports comme un droit fondamental.

Enfin, la bataille pour le climat peut aussi se mener localement, nationalement. Pour accentuer la pression populaire et faire changer le système, il faut rendre majoritaires des propositions concrètes et gagner leur application. Des propositions pour une écologie sociale et populaire pour aller vers une empreinte carbone nulle le plus rapidement

possible.

Ainsi, Fabien Roussel propose un pacte inédit pour le climat et l'emploi de 140 milliards d'€, en suivant les recommandations du GIEC. Il permettra, entre autres, de mettre en place la gratuité des transports en commun et de faire baisser le prix du billet SNCF, de rénover énergétiquement 500 000 logements par an, pour vivre plus confortablement en réduisant sa facture énergétique.

Voilà quelques exemples de propositions concrètes alliant bataille pour le pouvoir d'achat, pour l'écologie et favorable à l'emploi que nous voulons faire progresser jusqu'à les rendre incontournables. En poursuivant les mobilisations autour de la COP 26 par le vote Fabien Roussel et par le développement de luttes autour de ces propositions. ✪

La délégation PCF



Rencontres des jours heureux sur la jeunesse Fabien Roussel présente ses propositions à Poitiers le 10 novembre

Fabien Roussel était à Poitiers, mercredi 10 novembre, pour les 4^{es} Rencontres des jours heureux sur le thème de la jeunesse.

13 h 45 : Université. Rencontre avec une association étudiante

Rue Couverte de la Maison des étudiants, 1, rue Neuma-Fechine, Borges, Poitiers

15 h 45 : Visite du foyer de jeunes travailleurs et travailleuses

Rencontre avec Samuel Bonneau, directeur de Poitou Habitat Jeunes

1, avenue John-Kennedy, Poitiers

17 h 30 : Rencontre avec les fondateurs du Poitou et de l'Indre

Salons de Blossac, 9 rue de la Tranchée, Poitiers

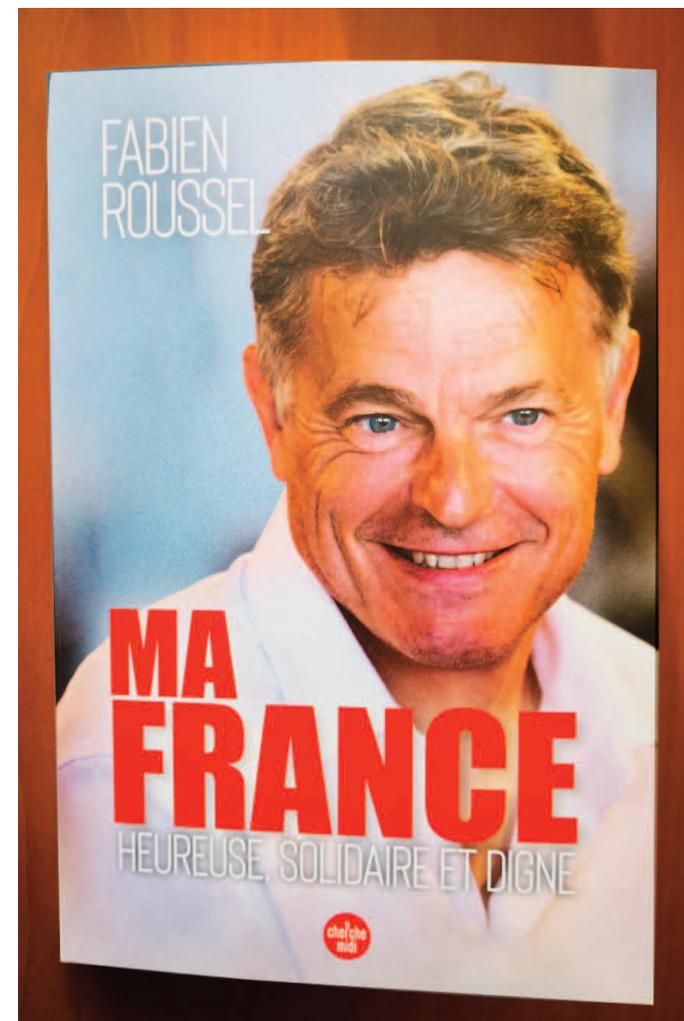
19 h : Rencontres des jours heureux sur la jeunesse

Salons de Blossac, 9 rue de la Tranchée, Poitiers

En présence notamment de Léon Deffontaines, secrétaire général du MJCF et porte-parole de la campagne de Fabien Roussel, Jeanne Péchon, secrétaire nationale de l'UEC, qui répondront aux questions aux côtés de Fabien Roussel.

Fabien Roussel prends ensuite la parole pour présenter ses propositions pour la jeunesse.

Vient de paraître



COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant,
Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Rachel Ramadour, Léa Mons.
RÉDACTION : Gérard Streiff RELECTURE : Jacqueline Lamothe
Mél : communistes@pcf.fr
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Brimades, harcèlement, catastrophes : les conséquences des politiques migratoires en Europe !

Un TER heurte un groupe de migrants proche des voies ferrées, 1 mort et plusieurs blessés. 400 migrants secourus en extrême Méditerranée lors d'une seule opération de sauvetage. Au Sénégal, la marine nationale a réussi à secourir 82 personnes qui partaient vers l'Espagne sur une simple pirogue. 4 enfants morts sur la route migratoire vers les Canaries. Au centre de rétention administrative de Mesnil-Amelot, un homme passe toute la nuit sur le toit pour éviter l'expulsion. Au centre de rétention administrative de Palaiseau, un homme de nationalité colombienne en France depuis 10 ans enfermé à cause d'un patron qui ne lui fait pas de contrat de travail alors qu'il travaille pour lui depuis plus de 3 ans. Un jeune apprenti malien en France se retrouve du jour au lendemain sans hébergement, sans avoir le droit de travailler car il vient d'avoir 18 ans. Un médiateur de l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration) en déplacement à Calais repart en annonçant avec un certain cynisme que les personnes délogées après les démantèlements réguliers de la police auront le droit

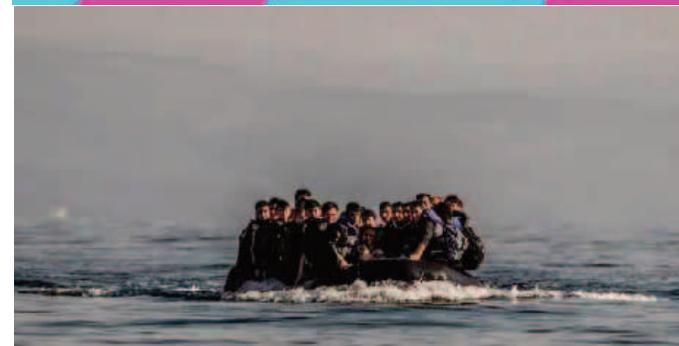


“Le monde s’est construit avec les mouvements de population”

de récupérer leurs affaires. 2 militants de la solidarité encore en grève de la faim à Calais, bras de fer entre associations et État au sujet de la fermeture d'un refuge d'accueil pour migrants à Briançon...

Cette énumération est une partie de l'actualité des 15 derniers jours. On pourrait rajouter la situation en Île-de-France où des centres d'hébergement « réquisitionnés » il y a un an et demi pour mettre à l'abri de la pandémie une partie des personnes en attente de demande d'asile ou autres risquent de fermer sans que l'État propose des solutions pérennes d'hébergement. Voici les conséquences des politiques migratoires de la France et de l'Europe et il faudrait laisser parler sans contradiction possible les Pécresse, Ciotti, Barnier, Bertrand, Zemmour, Le Pen, Valls, Darmanin, etc.

Une nouvelle fois, répétons qu'il n'y a pas « d'invasion » migratoire, répétons que les personnes déplacées sont pour la plupart déplacées dans les pays voisins et les pays du Sud, répétons que l'immigration ne coûte rien ou presque aux pays d'accueil. En effet, un rapport



de l'OCDE rendu public le 28 octobre explique que dans tous les pays d'accueil, la contribution des immigrés sous la forme d'impôts et de cotisations est supérieure aux dépenses que les pays consacrent à leur protection sociale, leur santé et leur éducation.

Répétons que le monde s'est construit avec les mouvements de population et que les politiques migratoires en France comme en Europe n'ont pas besoin d'être de plus en plus dures, elles le sont déjà beaucoup trop. Elles ont besoin de courage, de voies légales et sécurisées, de montrer que la solidarité et l'accueil digne peuvent être plus forts que la haine, le mépris et la construction de murs. ✪

Cécile Dumas

responsable adjointe du secteur international chargée des enjeux migratoires

Petite histoire des journalistes et réalisateurs communistes à la radio-télévision (2)

À partir de 1958, avec la radio-télévision gaulliste, les rapports sont très ambivalents. D'un côté la censure politique est implacable. Le discours gaulliste, la propagande officielle occupent tout l'espace des journaux télévisés et les ministres de « l'information » veillent au grain. D'un autre côté, la télé de l'époque (une seule chaîne, en noir et blanc, au début...) accueille (ou compose avec, ou tolère) des réalisateurs « rouges » qui vont proposer des émissions extrêmement populaires. Ces créations vont marquer durablement l'opinion.

En cette fin des années 50/début 60, la création télévisuelle est un genre qui s'invente. Une bonne partie des réalisateurs qui expérimentent ce nouveau média sont des communistes, communistes de cœur ou de carte, des proches, des compagnons de route comme on disait : Stellio Lorenzi, Maurice Failevic, Raoul Sangla, Jacques Krier, Paul Seban, Jean-Pierre Marchand, Marcel Bluwal, Jean Prat. Ou encore Claude Barma et Claude Loursais. On parlera de « l'école des Buttes Chaumont », du nom des studios de tournage. « À la télévision, on était les Hussards noirs de la République », dit Marcel Bluwal. Sur le sujet, on peut lire l'étude de Isabelle Coutant dans CAIRN.info « Les réalisateurs communistes à la télévision ». Ces réalisateurs cohabitent un temps avec des administrateurs gaullistes non sectaires tel Albert Ollivier, plus tard remplacé, en 1964, par le très anticommuniste Claude Contamine. Bref, une sorte de partage s'opère de facto dans les locaux de l'ORTF : aux gaullistes la politique, aux communistes la création, qui n'en est pas moins politique. Ces derniers travaillent dans l'esprit de Vitez : « élitaire pour tous ». « La télévision était l'instrument idéal pour apporter la culture aux gens qui

La Radio-Télévision

est payée par **tous** les Français.

Mais elle est au service **exclusif** de DE GAULLE.

Contre ça, vous voterez

NON LE 28 SEPTEMBRE !

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

P.F.L. 28, rue Orléans, Paris (1^{er}) Téléphone 807.18.41 Août 1958

n'alliaient ni au théâtre, ni au cinéma, ni dans les bibliothèques, c'était un vrai outil populaire », note Maurice Failevic.

Ces réalisateurs vont adapter des classiques de la littérature française. Ils s'expriment par le biais de dramatiques, de documentaires, de variétés aussi (Raoul Sangla). C'est cette séquence que les historiens de la télévision appelleront « l'âge d'or de la télévision culturelle ».

Un premier nom : Stellio Lorenzi (1921/1990). Il réalise 39 épisodes, de 1957 à 1966, de la série « La caméra explore le temps », dont « Les templiers » (1961), « La terreur et la vertu » (1964), « Les cathares » (1965). De lui encore « L'affaire Calas » ou la série « Jacquou le croquant » (1967) d'après Eugène Le Roy.

Une anecdote qui témoigne du permanent bras de fer entre réalisateurs communistes et administrateurs gaullistes : une des émissions de Lorenzi suscita un vif débat interne, « La terreur et la vertu », consacrée à la Révolution française. Diffusée en octobre 1964, elle met en scène les personnages de Danton et de Robespierre qui sont, chacun à leur tour, au centre des deux épisodes et s'opposent comme deux conceptions de la République. Danton est représenté en bourgeois bon vivant, à l'humour vulgaire, qui proclame : « Nous avons fait la Révolution pour l'égalité des droits, pas pour l'égalité des fortunes ». Robespierre est une figure intègre voire ascétique. On peut y entendre ces propos : « Le bien du peuple doit être la préoccupation constante de la République. Le vrai but de la Révolution, c'est la mise en vigueur de la Constitution en faveur du peuple. Et les ennemis du peuple, ce sont les nôtres. Ce sont les hommes sans vertu et ce sont les riches. (...) Leur intérêt est que le peuple ne sorte

jamais de la misère. (...) Nous œuvrons pour la grandeur et la dignité de l'homme. (...) Et ce n'est pas pour un peuple que nous combattons mais pour tout l'univers. Pas seulement pour les hommes qui vivent aujourd'hui mais pour tous ceux qui existeront demain ». Le directeur de l'ORTF (Contamine) est farouchement opposé à ce scénario ; il pense mobiliser les historiens « officiels » contre le téléfilm. Surprise : ceux-ci soutiennent Stellio Lorenzi, Contamine doit céder, l'émission passe. ❖

Gérard Streiff